



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

UNESCO
INSTITUTE
for
STATISTICS

B | Center for
Universal Education
at BROOKINGS

Vers l'apprentissage universel

Un cadre global pour la mesure de l'apprentissage

Résumé analytique



2

Rapport No 2 de 3
Le comité de réflexion sur la métrique
de l'apprentissage
Résumé analytique
Juillet 2013



Résumé analytique

Vers l'apprentissage universel

Un cadre global pour la mesure de l'apprentissage



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

UNESCO
INSTITUTE
for
STATISTICS



Center for
Universal Education
at BROOKINGS

Vers l'apprentissage universel Un Cadre global pour la mesure de l'apprentissage est le deuxième d'une série de trois rapports du comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage. Dans le premier rapport, *Vers l'apprentissage universel : Ce que chaque enfant devrait apprendre*, le comité de réflexion a identifié les compétences, les connaissances ou les domaines d'apprentissage qu'il est important que tous les enfants et les jeunes maîtrisent pour réussir à l'école et dans la vie. Un troisième rapport final traitera de la manière de mesurer l'apprentissage en vue d'améliorer la qualité de l'éducation.

Ce rapport représente le travail collaboratif des membres du Comité de réflexion sur la métrique des apprentissages et de leurs organismes respectifs, un groupe de travail technique organisé par le secrétariat du comité de réflexion, et de plus de 600 individus dans le monde qui ont contribué par leurs commentaires sur les recommandations. Voir le principal rapport technique pour une liste complète des participants à la consultation.

C'est une publication commune de l'Institut de statistique de l'UNESCO et du Centre pour l'éducation universelle à la Brookings Institution. Toutes les citations de ce rapport doivent inclure des références spécifiques aux deux organisations. Voici une citation suggérée :

LMTF (comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage). 2013. Résumé analytique *Vers l'apprentissage universel : Cadre global pour la mesure de l'apprentissage. Rapport n°2 du Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage*. Montréal et Washington : l'Institut des statistiques de l'UNESCO et Centre pour l'Éducation universelle de la Brookings Institution.

À propos du comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage

L'Institut de statistique de l'UNESCO et le Centre pour l'éducation universelle de la Brookings Institution ont conjugué leurs efforts pour organiser le comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage. L'objectif primordial du projet est de catalyser un changement dans la conversation globale sur l'éducation, passant du simple accès à un accès plus. D'après les recommandations des groupes de travail techniques et l'apport d'importantes consultations à l'échelle mondiale, le comité de réflexion œuvre pour que l'apprentissage devienne un élément central de l'agenda pour le développement mondial post 2015 et pour faire des recommandations en vue d'objectifs communs afin d'améliorer les opportunités et les résultats d'apprentissage pour les enfants et les jeunes du monde entier. Consultez www.brookings.edu/learningmetrics. pour en savoir plus.

Le soutien de ce projet a été généreusement fourni par les soins de Dubai Cares, les fondations William et Flora Hewlett, John D. et Catherine T. MacArthur et la fondation familiale Douglas B. Marshall Jr. ainsi que la fondation Master Card.

L'institut de statistique de l'UNESCO

L'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) est le service de statistiques de l'UNESCO et c'est le dépôt de l'ONU pour les statistiques mondiales dans les domaines de l'éducation, de la science et de la technologie, de la culture et de la communication. L'ISU a été établi en 1999. Il a été créé pour améliorer le programme des statistiques de l'UNESCO et pour élaborer et dispenser en temps opportun les statistiques exactes, pertinentes pour les politiques et nécessaires aux environnements sociaux, politiques et économiques actuels de plus en plus complexes et en constante évolution. L'ISU est basé à Montréal, au Canada.

Centre pour l'éducation universelle à la Brookings Institution

Le Centre pour l'éducation universelle (CEU) à la Brookings Institution est un des principaux centres de politique axé sur une éducation de qualité universelle dans le monde en développement. Le CEU élabore et diffuse des solutions efficaces pour obtenir un apprentissage équitable, et joue un rôle crucial dans l'élaboration de nouvelles politiques éducatives internationales et en les adaptant à des stratégies réalisables pour les gouvernements, la société civile et les entreprises privées. Le Centre pour l'éducation universelle s'occupe de quatre domaines étendus : il exerce son influence dans l'élaboration de l'éducation mondiale jusqu'à 2015 et au-delà; il améliore les ressources éducatives et les résultats de l'apprentissage ; il fait progresser la qualité de l'éducation pour les enfants marginalisés ; et il encourage la collaboration entre les différentes parties prenantes du secteur de l'éducation.

La Brookings Institution est une organisation privée à but non lucratif. Sa mission est de mener des recherches indépendantes de qualité et, d'après ces recherches, de présenter des recommandations innovantes et pratiques aux décideurs politiques et au public. Les conclusions et recommandations des publications de Brookings ne sont que celles de son ou ses auteurs et ne reflètent pas les opinions de l'institution, de sa direction ou de ses autres experts. Brookings reconnaît que la valeur fournie représente son engagement absolu à la qualité,

l'indépendance et l'impact. Les activités financées par ses donateurs reflètent cet engagement et ni l'analyse ni les recommandations ne sont déterminées ou influencées par les dons.

Le comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage

Coprésidents

Rukmini Banerji, Director of Programs	Pratham
Sir Michael Barber, Chief Education Advisor	Pearson
Geeta Rao Gupta, Directeur exécutif adjoint	UNICEF

Organisations membres et représentants*

Représentant du conseil ActionAid et GPE pour la Northern Civil Society	David Archer, responsable de l'élaboration des programmes
Union africaine (AU)	Beatrice Njenga, responsable de la Division de l'éducation pour l'Agence Française de Développement (AFD)
League of Educational, Cultural, and Scientific Organization (ALECSO)	Valérie Tehio, chef de projet, Education Arab
Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)	Abdullah Hamad Muhareb, Directeur général Dzingai Mutumbuka, Président
Australian Agency for International Development (AusAID)	Raymond Adams, conseiller spécial, ACER; Professeur, University of Melbourne
Campaign for Female Education in Zambia (Camfed) et Représentant pour la Southern Civil Society	Lucy Lake, président directeur général
Ville de Buenos Aires, Argentine	Mercedes Miguel, Directrice générale du planing de l'éducation
Dubai Cares / Émirats arabes unis (UAE)	H.E. Reem Al-Hashimy, président et ministre de State
Education International (EI)	Fred van Leeuwen, secrétaire général
Global Partnership for Education (GPE)	Carol Bellamy, Présidente du Conseil d'administration
Government of Assam, Inde	Dhir Jhingran, Principal Secretary
Inter-American Development Bank (IADB)	Emiliana Vegas, Responsable, Division de l'éducation
International Education Funders Group (IEFG)	Chloe O'Gara, Coprésidente
Ministre de l'éducation du Kenya	George Godia, Secrétaire permanent
Korea Institute for Curriculum and Evaluation (KICE)	Seong Taeje, Président
Bureau du Secrétaire général de l'ONU	Itai Madamombe, Conseiller en éducation à l'échelle mondiale
Organización de Estados Iberoamericanos (OEI)	Álvaro Marchesi, Secrétaire général
Queen Rania Teacher Academy	Tayseer Al Noaimi, Président et ancien ministre de l'éducation en Jordanie
Southeast Asian Minister of Education Organization (SEAMEO)	Witaya Jeradechakul, Directeur
UK Department for International Development (DFID)	Chris Berry, Conseiller principal d'éducation
UNICEF	Jo Bourne, Directeur associé, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
de la Pauvreté	Selim Jahan, Directeur, Pratique de réduction
UNESCO	Maki Hayashikawa, Responsable, Education de base, Division de l'éducation de base et du développement des compétences
United States Agency for International Development (USAID)	John Comings, Conseiller en éducation
Banque mondiale	Elizabeth King, Directrice de l'éducation

*à compter d'avril 2013

Secrétariat

Institut de statistique de l'UNESCO

Hendrik van der Pol	Directeur
Albert Motivans données de l'éducation	Responsable de la section des indicateurs et de l'analyse des
Maya Prince	Assistante de recherche

Centre pour l'éducation universelle à la Brookings Institution

Rebecca Winthrop	Directrice de recherche
Xanthe Ackerman	Directrice associée
Kate Anderson Simons	Responsable technique, Comité de réflexion
sur la métrique de l'apprentissage Mari Soliván	chef de projet, Comité de réflexion sur la
métrique de l'apprentissage Khaled Fayyad	Assistant de projet
Lauren Lichtman	Assistante de recherche, Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage

Membres du groupe de travail des mesures et méthodes

Président du groupe de travail des mesures et méthodes : César Guadalupe, Universidad del Pacífico (Pérou)

Secrétariat spécialistes techniques : Kate Anderson Simons, Centre pour l'éducation universelle à la Brookings Institution ; Maya Prince, Institut de statistique de l'UNESCO

Membres du sous-groupe de la petite enfance

Abbie Raikes	UNESCO, France
Aglaia Zafeirakou	GPE Secretariat, Etats-Unis Daniel
Ansari	Western University, Royaume-Uni
Jennifer Blinkhorn	Agha Khan Foundation, Afghanistan
Magdalena Janus	Offord Centre for Child Studies, McMaster University, Canada
Mariana Hi Fong de Camchong	Universidad Casa Grande/Blossom Centro Familiar, Équateur
Myung-Lim Chang	Korea Institute of Child Care and Education, Corée du Sud
Nitika Tolani-Brown	Save the Children, Etats-Unis
Nurper Ulkuer	Consultant, Turquie
Paula Louzano	Consultant en éducation, Brésil
Pierre Petignat	Université HEP-BEJUNE, Suisse
Santiago Cueto	GRADE, Pérou
Venita Kaul	Ambedkar University Delhi, Inde

Membre du sous-groupe Primaire

Aanchal Chomal	Azim Premji Foundation, Inde
Amy Jo Dowd	Save the Children, Etats-Unis
Antoine Marivin	PASEC, Sénégal
Audrie-Marie Moore	FHI 360, Etats-Unis
Benjamin Piper	RTI International, Kenya
Chong Min Kim	Korean Educational Development Institute, Corée du Sud
Diana Weber	SIL International, Etats-Unis Edward
Amankwah	Youth Action International, Ghana
Galina Kovaleva	Russian Academy of Education, Russie
Helen Abadzi	Global Partnership for Education, Etats-Unis
Ina V.S. Mullis	TIMSS and PIRLS International Study Center, Boston College, Etats-Unis
Joyce Kinyanjui	Women Educational Researchers of Kenya: Opportunity Schools, Kenya
Juan E. Jiménez	Université de La Laguna, Espagne
Kenneth Ross	University of Melbourne, Australie
Luis Crouch	Global Partnership for Education, Etats-Unis
Margarita Peña Borrero	Instituto Colombiano para la Evaluación de la Educación, Colombie
Marguerite Clarke	Banque mondiale, Etats-Unis
Mary Anne Drinkwater	OISE, Université de Toronto,
Canada Nadir Altinok	Université de Lorraine, France
Roland Tormey	UNECE, Suisse
Ruth Naylor	CfBT Education Trust, RU
Silvia Montoya	Buenos Aires City Government, Argentine
Vanessa Sy	PASEC, Sénégal
Yanhong Zhang	UNESCO, Bangkok

Membres du sous-groupe Post-primaire

Abdullah Ferdous	American Institutes for Research, Etats-Unis Bill
Oliver	Voluntary Service Overseas, Papua Nouvelle-
Guinée Boban Varghese Paul	Pratham, Inde
Brenda S. H. Tay-Lim	Institut de statistique de l'UNESCO, Canada
Chang Hwan Kim	Korean Educational Development Institute, Corée du Sud
Cynthia Lloyd	Population Council, Etats-Unis
Diederik Schönau	Cito Institute for Educational Measurement, Pays-Bas
Kateryna Shalayeva	International Development and European Law Consultant, Ukraine/France
Margaret Sinclair	Education Above All, Qatar
Marina L. Anselme	The RET, Suisse
Markus Broer	American Institutes for Research, Etats-Unis
Michael O. Martin	TIMSS and PIRLS International Study Center, Boston College, Etats-Unis
Mi-Young Song	Korea Institute for Curriculum and Evaluation, Corée du Sud
Pauline Greaves	Commonwealth Secretariat
Ralph St. Clair	McGill University, Canada
Ruth Mbabazi Kabutembe	Voluntary Service Overseas, Rwanda
Sarah Howie	University of Pretoria, Afrique du Sud
Solomon Nuni Esokomi	Teacher Service Commission, Kenya
Trey Menefee	Hong Kong University, Hong Kong
Usman Ali	Idara-e-Taleem-o-Aagahi (ITA), Pakistan

Abréviations et acronymes

ASER	Annual Status of Education Report
CONFEMEN	Conférence des ministres de l'Éducation des pays ayant le français en partage
CoP	communauté de pratique
CUE	Centre pour l'éducation universelle
EDI	early development instrument
EPT	Éducation pour tous
EGMA	Early Grade Math Assessment
EGRA	Early Grade Reading Assessment
GER	taux brut de scolarisation
GPE	Partenariat mondial pour l'éducation
ICCS	International Civic and Citizenship Education Study
IEA	Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire
INEE	Inter-Agency Network for Education in Emergencies
ISCED	International Standard Classification of Education
LAMP	Literacy Assessment and Monitoring Programme
LLECE	Laboratorio Latinoamericano de Evaluación de la Calidad de la Educación
LMTF	Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage
OMD :	Objectifs du Millénaire pour le développement
MICS	Multiple Indicator Cluster Survey
NAC	National Assessment Center
TNA	Taux net d'admission
NIR	Taux brut d'admission
OECD	Organisation de coopération et de développement économiques
OLA	Out-of-School Youth Literacy Assessment
PASEC	Programme d'Analyse des Systèmes Éducatifs de la CONFEMEN
PIAAC	Program for the International Assessment of Adult Competencies
PIRLS	Progress in International Reading Literacy Study
PISA	Program for International Student Assessment
SABER	Systems Approach for Better Educational Results
SACMEQ	Southern and Eastern Africa Consortium for Monitoring Educational Quality
SDSN	Sustainable Development Solutions Network
TIMSS	Trends in International Mathematics and Science Study
ISU	Institut de statistique de l'UNESCO
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'Enfance

Introduction

Les avantages de l'éducation—pour le développement national, la prospérité individuelle, la santé et la stabilité sociale — sont bien connus, mais pour que ces avantages se matérialisent, les enfants doivent apprendre à l'école. Malgré les engagements pris et les progrès effectués dans l'accès à l'éducation à l'échelle planétaire, y compris l'Objectif du millénaire pour le développement (OMD) 2 sur l'éducation primaire et universelle et les objectifs de l'Éducation pour tous (EPT), les niveaux d'apprentissage sont encore trop bas. Selon des estimations du Rapport mondial de suivi 2012 de l'EPT, au moins 250 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire dans le monde ne savent pas suffisamment lire, écrire et compter pour satisfaire aux normes minimales d'apprentissage, même ceux qui ont passé au moins quatre ans à l'école (UNESCO 2012). Pis encore, nous ne connaissons peut-être pas l'ampleur de la crise : ce chiffre représente probablement une sous-estimation parce que la mesure des résultats d'apprentissage chez les enfants et les jeunes est limitée et, relativement à la mesure de l'accès à l'éducation, est plus difficile à évaluer à l'échelle mondiale.

Pour faire progresser les enfants et les jeunes du monde entier, il est crucial que l'on reconnaisse l'apprentissage comme essentiel au développement humain. En attendant que l'EPT et l'OMD soient retirés en 2015, et que le secrétaire général de l'ONU fasse connaître la Première initiative de l'éducation globale, le secteur de l'éducation a l'occasion unique d'attirer l'attention sur les objectifs internationaux dans ce domaine et de s'assurer que l'apprentissage devienne un élément central de l'agenda pour le développement mondial. À cette fin, les membres de la communauté internationale de l'éducation doivent collaborer pour définir les ambitions au niveau mondial sur l'amélioration de l'apprentissage et pour proposer des actions pratiques en vue de réaliser et de mesurer les progrès.

Pour répondre à cet impératif, 30 organisations se sont unies pour former le Comité de réflexion sur la métrique des apprentissages,

organisé de concert par l'UNESCO, au moyen de son Institut de statistique (ISU) et par le Centre pour l'éducation universelle (CEU) de la Brookings Institution. L'objectif primordial du projet est de catalyser une réorientation de la conversation globale sur l'éducation, pour passer du simple accès à l'apprentissage à un accès plus. En se basant sur les recommandations des groupes de travail techniques et de l'apport de consultations étendues à l'échelle mondiale, le Comité de réflexion vise à faire des recommandations pour aider les pays et les organisations internationales à mesurer et à améliorer les résultats de l'apprentissage pour les enfants et les jeunes du monde entier. Le comité de réflexion - composé de représentants de gouvernements nationaux et régionaux, d'agences organisatrices de l'EPT, d'organes politiques régionaux, d'organisations civiles et d'agences de donateurs - poursuit un processus de 18 mois afin de parvenir à un consensus autour de trois questions essentielles, posées dans l'ordre suivant :

- Phase 1 : Quel apprentissage est important pour tous les enfants et les jeunes ?
- Phase 2 : Comment les résultats d'apprentissage doivent-ils être mesurés ?
- Phase 3 : Comment la mesure de l'apprentissage peut-elle améliorer la qualité de l'éducation ?

Dans le premier rapport de la *série* Vers l'apprentissage universel, le comité de réflexion établissait un cadre de domaines d'apprentissage qu'il est important que tous les enfants et les jeunes maîtrisent afin de réussir à l'école et dans la vie (LMTF

2013). En s'appuyant sur les sept domaines d'apprentissage identifiés en Phase 1, ce deuxième rapport sert de guide sur la façon de mesurer les résultats d'apprentissage et inclut notamment des recommandations pour les six domaines à suivre à l'échelle mondiale, ainsi que des suggestions pour améliorer significativement les capacités nationales en matière d'évaluation. Le troisième et dernier rapport se penchera sur les problèmes de mise en œuvre et inclura des recommandations pour s'assurer que la mesure apporte les informations nécessaires à l'amélioration de l'apprentissage.

Recherche d'un consensus sur la mesure au niveau mondial

Les objectifs arrêtés lors de l'Éducation pour tous en 1990 à Jomtien, en Thaïlande, manifestaient un engagement à satisfaire les besoins éducatifs fondamentaux. Cet engagement a été réaffirmé en 2000 dans le cadre d'action de Dakar, où l'objectif 6 milite pour : « Améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence afin d'obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables, notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante. »

Les évaluations peuvent jouer un rôle crucial dans l'amélioration de la qualité de l'éducation et de l'apprentissage. Les enseignants efficaces évaluent l'apprentissage en classe afin d'adapter et de personnaliser l'apprentissage. Les bons directeurs d'école, proviseurs et inspecteurs régionaux évaluent l'apprentissage au niveau de l'école et de la communauté afin de cibler les ressources et d'améliorer la qualité de l'école. Les gouvernements nationaux mesurent l'apprentissage pour diagnostiquer la santé générale du système national d'éducation et pour élaborer des politiques afin d'améliorer les résultats. Les acteurs de la société civile, les donateurs et les agences de développement emploient des évaluations pour mesurer l'efficacité de la programmation et encourager des politiques et des pratiques éducatives efficaces.

Néanmoins, il n'est ni simple ni automatique d'établir une relation entre l'évaluation et l'amélioration de l'apprentissage ; des approches différentes à la mesure sont utiles à des fins différentes. Pour qu'une évaluation soit efficace, elle doit être adaptée à l'objectif. Une évaluation à grande échelle ne doit pas être mise en œuvre comme une fin en soi, mais plutôt pour influencer l'élaboration de politiques qui

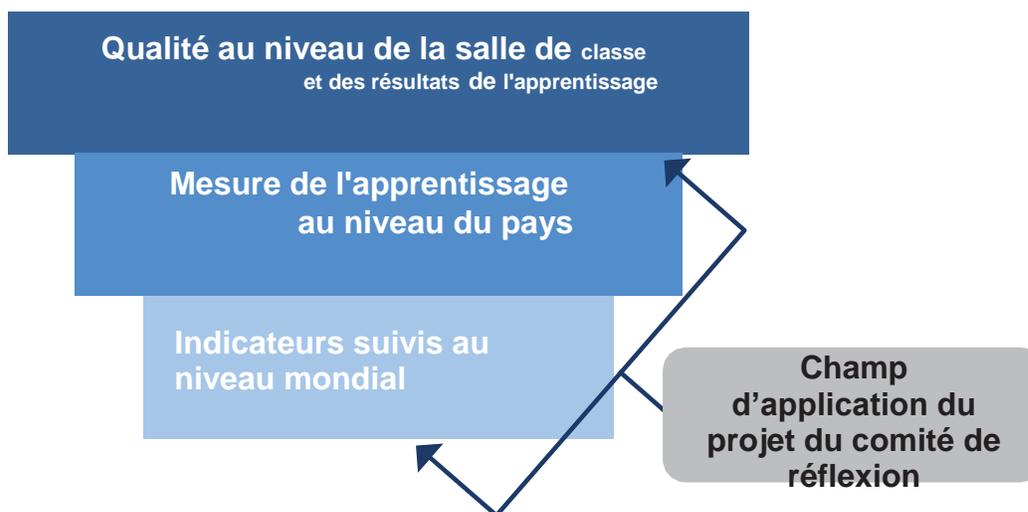
mèneront en définitive à des améliorations de l'apprentissage. L'évaluation de l'apprentissage à grande échelle s'utilise (1) pour identifier et déterminer l'ampleur des problèmes potentiels ; (2) pour le suivi des progrès ; (3) pour éclairer les interventions ; et (4) pour informer les parents et la communauté en général de l'état de l'éducation et alimenter ainsi les débats publics. Tous les efforts d'évaluation peuvent être conçus pour donner la priorité à certains objectifs par rapport à d'autres. Par conséquent, il n'existe pas de démarche en matière d'évaluation qui soit meilleure qu'une autre ; au contraire, il s'agit de choisir ce qu'on doit mesurer et la façon de le faire en fonction de ceux qui ont besoin de ces informations.

Bien que les évaluations aient peut-être différents objectifs à différents niveaux, les systèmes d'évaluation et d'amélioration de l'apprentissage en classe, aux niveaux nationaux et mondiaux, ne doivent pas fonctionner en vase clos. Les indicateurs suivis à l'échelle mondiale doivent s'aligner à ce qui est évalué au niveau national, et l'évaluation au niveau national doit s'aligner aux compétences évaluées dans les écoles. Dans un effort de consensus à l'échelle mondiale, le Comité de réflexion sur la métrique des apprentissages s'est réuni pour soutenir le progrès vers l'objectif 6 de l'EPT en évaluant l'apprentissage aux niveaux mondiaux et nationaux. Bien que le Comité de réflexion reconnaisse que l'apprentissage mesuré aux niveaux sous-nationaux et locaux est crucial, ces niveaux dépassent la portée de ce projet de 18 mois. La figure 1 montre comment ces différents niveaux coexistent et où se concentre le travail du LMTF.

Un processus consensuel

Dans la phase 1 du projet, le groupe de travail sur les normes s'est réuni de mai à octobre 2012 pour faire des recommandations à propos des compétences d'apprentissage qu'il est important que les enfants et les jeunes maîtrisent afin de réussir à l'école et dans la vie. Le groupe de travail sur les normes a fait circuler des prototypes des recommandations en vue de consultations publiques d'août à septembre 2012 et

**Figure 3. Relations entre la classe, l'école, le pays et le niveau mondial
Mesure de l'apprentissage**



les a ajusté sur la base des commentaires de plus de 500 personnes de 57 pays. Un cadre préliminaire a été présenté au Comité de réflexion lors d'une réunion en personne de deux jours en septembre 2012. Pendant ces deux jours, le LMTF a finalisé un cadre que le groupe de travail sur les mesures et méthodes devrait utiliser, afin d'examiner les mesures de résultats de l'apprentissage. Le groupe de travail sur les normes a été appelé à élaborer un cadre pour les résultats d'apprentissage qui ne se limiterait pas seulement aux résultats faciles à mesurer qui, de ce fait sont prioritaires.

Dans la phase 2 du projet, le groupe de travail a considéré des approches pour mesurer et suivre les progrès aux niveaux mondiaux et nationaux, en se basant sur le cadre présenté à la phase 1. Le groupe de travail sur les Mesures et des Méthodes - comprenant 57 experts en éducation, en évaluation de l'apprentissage et autres domaines pertinents - ont contribué par leur assistance technique et transmis leurs recommandations

que le groupe de travail devait examiner. En outre, plus de 600 personnes dans 57 pays de par le monde ont soumis leurs commentaires à propos de la version préliminaire des recommandations grâce à un vaste processus de consultation publique.

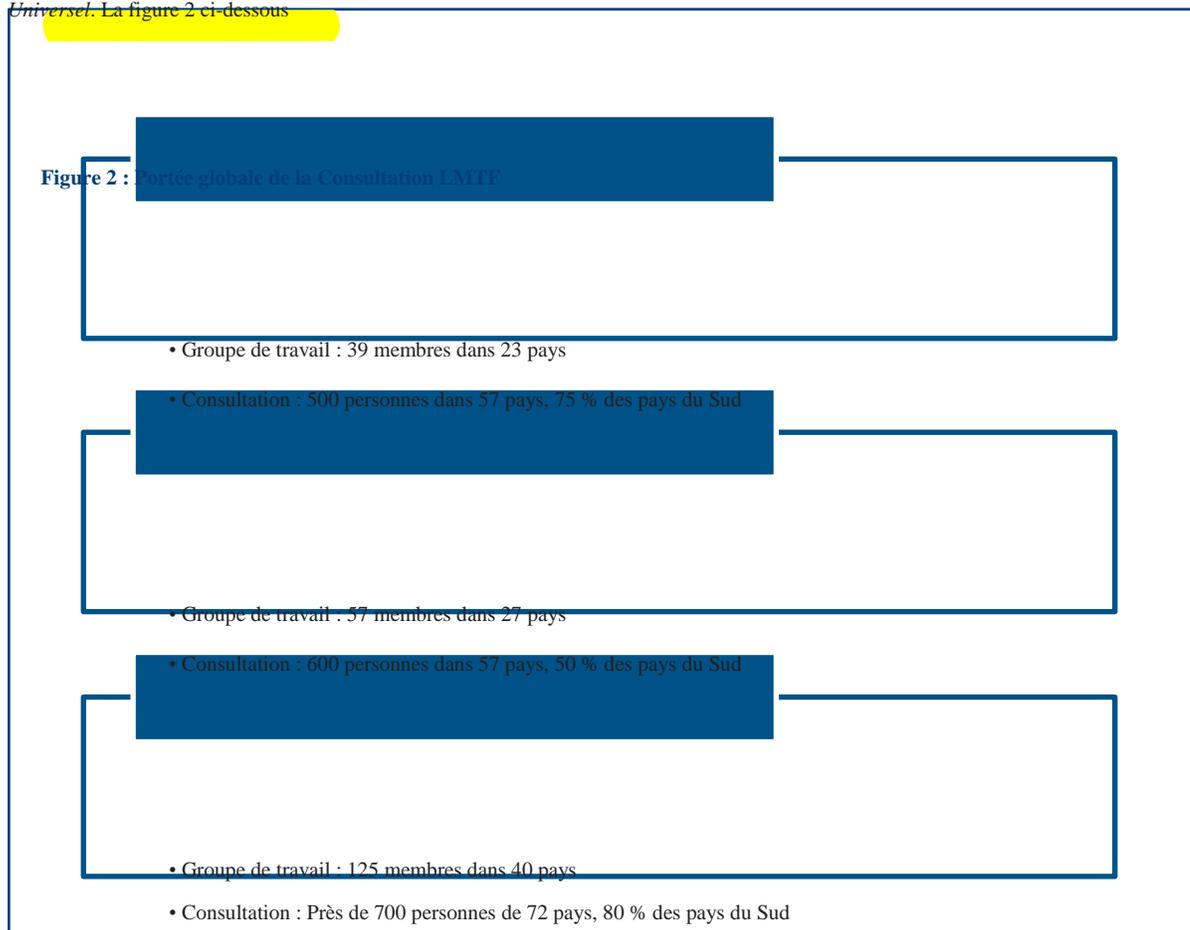
Les 20 et 21 février 2013, le groupe de travail a présenté ses recommandations au Comité de réflexion lors d'une réunion à Dubai, organisée par Dubai Cares. Parmi les 44 participants se trouvaient des représentants de pays aux revenus faibles, moyens et élevés ; des parties prenantes d'Afrique, d'Asie, d'Europe, du Moyen-Orient, d'Amérique du Nord et du Sud et d'Océanie ; des agences importantes des Nations Unies et multilatérales ; des organismes régionaux ; des organisations d'enseignants ; des organisations de la société civile ; et des organismes donateurs bilatéraux. Ce rapport décrit les décisions prises par le Comité de réflexion lors de cette réunion.

La troisième et dernière phase du projet a commencé en mars

2013 par le lancement du groupe de travail consacré à la mise en œuvre. Ce groupe de travail a présenté ses recommandations au Comité de réflexion en juillet 2013, et les résultats de cette réunion seront publiés dans le rapport final de la série *Vers l'apprentissage*

indique la portée globale des groupes de travail et des participants à la consultation. Voir le rapport technique complet pour une liste détaillée des participants à la consultation de la phase 2.

Universel. La figure 2 ci-dessous



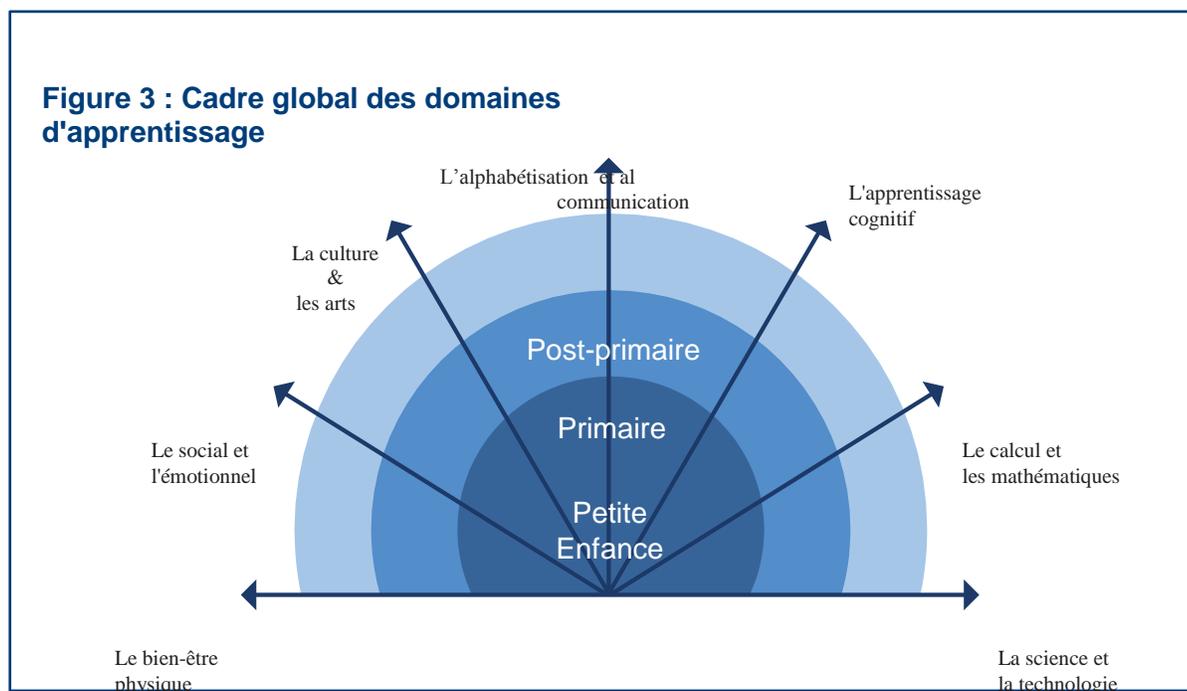
Quel apprentissage est important pour tous les enfants et les jeunes ?

La phase 1 du projet tentait de répondre à la question, qu'est-ce que tous les enfants et les jeunes doivent apprendre pour réussir dans une société mondialisée ? Compte tenu des recommandations d'un groupe de travail d'experts, le Comité de réflexion a décidé qu'il existait effectivement d'importantes compétences que tous les enfants et les jeunes devraient maîtriser quelque soit le lieu où ils habitent. Le premier rapport du Comité de réflexion, *Vers l'apprentissage universel : Ce que chaque enfant devrait apprendre*, présente un vaste cadre holistique de sept domaines d'apprentissage (voir la figure 3), ainsi que des domaines correspondants, qui constituent l'aspiration de tous les enfants et les jeunes dans le monde (LMTF 2013).

Ce cadre a été élaboré en se basant sur :

- -Les politiques et dialogues mondiaux actuels, comme l'EPT et la convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant, exigeant une définition élargie de l'éducation et de l'apprentissage.
- La recherche appuyant l'importance de l'apprentissage dans ces domaines pour différents secteurs de la vie, notamment la croissance économique et la prospérité matérielle.
- Les résultats de la consultation publique mondiale, dans laquelle plus de 500 individus de 57 pays ont fourni des commentaires. La grande majorité des participants à la consultation mondiale, surtout ceux du sud de la planète, a préconisé une définition élargie de l'apprentissage, qui ne se limiterait pas à l'alphabétisation et au calcul de base.

Voir *Vers l'apprentissage universel : Ce que chaque enfant devrait apprendre* pour une description complète des sept domaines et de la méthodologie sous-jacente au cadre.



Source : *Vers l'apprentissage universel : Ce que chaque enfant devrait apprendre*, LMTF, 2013

Pour l'étape suivante, le Comité de réflexion a convenu que le groupe de travail ultérieur sur les mesures et les méthodes devrait effectuer une investigation sur les façons de mesurer l'apprentissage dans les sept domaines et à chacune des trois étapes (petite enfance, primaire et premier cycle du secondaire), et faire des recommandations pour savoir s'il est possible et désirable de mesurer l'apprentissage au niveau mondial. Le premier cycle du secondaire a été sélectionné comme le niveau le plus élevé du champ de travail du comité en raison de la complexification des domaines de spécialisation complexes au-delà de ce niveau. Le Comité de réflexion a demandé aussi au groupe de travail sur les mesures et méthodes de proposer un modèle hybride pour mesurer l'apprentissage, certaines des compétences des sept domaines étant mesurées au niveau mondial et d'autres étant prises en compte au niveau national.

Cadre global pour mesurer l'apprentissage

Au cours de l'élaboration des recommandations pour un cadre global afin de mesurer l'apprentissage, le Comité de réflexion a cherché à éviter une approche aux normes uniques pour tous en faisant des recommandations pour animer les débats politiques à l'échelle mondiale, tout en demeurant pertinents aux objectifs nationaux d'éducation. Les six domaines de mesure suivants ont été identifiés pour le suivi au niveau mondial afin de combler le manque de données globales sur l'apprentissage. Les deux premiers domaines sont en rapport avec les intrants du processus d'apprentissage, et les quatre suivants décrivent des résultats d'apprentissage observables.

Le Comité de réflexion reconnaît que des améliorations importantes au niveau national des capacités d'évaluation seraient préalables pour produire des mesures dans les six domaines.

Bien que les programmes scolaires dans de nombreux pays couvrent les sept domaines identifiés à la phase I - peut-être sous des noms ou des catégories différentes - la mesure de l'apprentissage n'est pas développée de manière équilibrée dans chacun des domaines. Le critère dont le groupe de travail et le Comité ont tenu compte en sélectionnant les six domaines de mesure à l'échelle mondiale est la faisabilité à date d'effectuer des mesures dans les sept domaines et sous-domaines correspondants. La faisabilité, comme il est ressort ci-après, varie à travers les six domaines. Par exemple, les indicateurs en matière d'accès et d'achèvement sont suivis presque universellement, alors que d'autres domaines, comme l'éventail des opportunités d'apprentissage, sont bien moins développés et ne sont pas actuellement suivis à l'échelle mondiale. La justification et la faisabilité sont décrits pour chacun des six domaines ci-dessous.

1) Opportunités d'apprentissage : accès et achèvement.

Justification : Le suivi des progrès en matière d'accès et d'achèvement des opportunités d'apprentissage traite du programme inachevé d'accès des enfants et jeunes non scolarisés. Cela permet également une définition élargie de la scolarité, y compris les critères basés sur les programmes d'apprentissage intentionnels, qu'ils soient formels ou non. Ces programmes ont lieu quand la personne recherche intentionnellement ou volontairement des connaissances, des compétences ou des attitudes de valeur durable, et que cette intention est formulée par l'apprenant avant de commencer l'activité (Commission européenne, 2006). Les études démontrent que les compétences et les connaissances requises pour participer à l'économie mondiale sont rarement apprises en dehors d'activités d'apprentissage intentionnel.

Faisabilité : Des mesures existent actuellement dans la plupart des pays, bien que la qualité des données reste à améliorer.

2) L'exposition à un éventail d'opportunités d'apprentissage sur l'ensemble des sept domaines.

Justification : Dans la phase 1, le groupe de travail a identifié sept domaines d'apprentissage nécessaires à la réussite à l'école et dans la vie. Un ensemble encore plus large de compétences est nécessaire aux niveaux national et local ; toutefois, le groupe de travail recommande que le programme scolaire national, la formation des enseignants et les pratiques d'instruction potentielles soient mis en place dans le cadre des sept domaines dans la mesure du possible.

Faisabilité : Il n'existe actuellement pas de mesure au niveau mondial pour assurer le suivi des opportunités d'apprentissage ; une nouvelle mesure devrait donc être élaborée.

3) Les expériences dans la petite enfance qui encouragent le développement et l'apprentissage dans des domaines multiples.

Justification : Les années de la petite enfance sont cruciales à l'apprentissage ultérieur et au développement. L'entrée à l'école primaire est un jalon clé dans la trajectoire d'apprentissage d'un enfant, et le fait de mesurer les compétences à ce stade ou au cours des années avant cette entrée peut produire des améliorations dans l'éducation pré-primaire, la santé, les services familiaux et les autres secteurs de service des jeunes enfants. Parce que le développement de l'enfant est influencé par de multiples domaines, une approche holistique est la meilleure manière de mesurer l'apprentissage à travers ces domaines. Cela comprend des aspects de l'apprentissage liés à cinq des sept domaines : le bien-être physique, social et émotionnel, l'alphabétisation et la communication, les méthodes d'apprentissage et à la cognition, l'usage des nombres et les mathématiques.

Faisabilité : À présent, plusieurs pays et régions emploient des mesures d'apprentissage des enfants à l'entrée au primaire ou dans les années qui précèdent immédiatement. Bien qu'on n'ait pas encore adopté de mesure à l'échelle mondiale, il en existe des options à la fois au niveau des pays et au niveau mondial (voir le rapport technique complet pour y trouver les détails de ces options).

Pour obtenir une couverture globale avec une seule mesure, il faudrait davantage des exercices de validations et de calibrage.

4) L'aptitude à lire des textes divers.

Justification : Les enfants et les jeunes doivent pouvoir communiquer dans leur langue maternelle et dans la langue principale de l'instruction. Les compétences fondamentales nécessaires à l'apprentissage de la lecture sont cruciales au fonctionnement d'une société moderne, en plus de l'aptitude à comprendre et à analyser des textes complexes par le biais de différents supports. Ce domaine comprend les niveaux primaires et le premier cycle du secondaire.

Faisabilité : La plupart des pays emploient une mesure de l'aptitude à lire au niveau national ou sous-national, et certains pays participent à des évaluations des compétences de lecture qui sont comparables à l'échelle internationale.

5) L'aptitude à employer des nombres et à appliquer cette connaissance à des situations de la vie réelle.

Justification : Les enfants doivent pouvoir compter et comprendre les concepts mathématiques, à la fois pour qu'ils puissent effectuer des choix éclairés dans la vie et pour qu'ils puissent continuer leur apprentissage dans des disciplines comme la science, l'ingénierie, l'économie, la recherche et la technologie. Ce domaine comprend les niveaux du primaire et du premier cycle du secondaire.

Faisabilité : De nombreux pays emploient une mesure de l'usage des nombres et des mathématiques au niveau national ou sous-national, et certains pays participent à des évaluations des compétences comparables à l'échelle internationale.

6) Une compétence adaptable et flexible afin de satisfaire aux exigences du 21e siècle.

Justification : Il existe toute une gamme de compétences sur l'ensemble des

sept domaines dont les enfants et les jeunes ont besoin pour réussir en tant que citoyens du monde, au-delà de la maîtrise de la lecture et du calcul. Dans le cadre des compétences à mesurer qui sont acquises au premier cycle du secondaire, on pourrait inclure l'intérêt pour l'environnement, la résolution des problèmes, les technologies de l'information et les compétences numériques liées à l'informatique (TIC), la responsabilité sociale et d'autres sous-domaines.

Faisabilité : La mesure de ces compétences est en cours et certaines composantes en sont actuellement mesurées à petite échelle. Toutefois, il faudrait élaborer une nouvelle mesure ou un ensemble de mesures pour suivre le progrès au niveau mondial.

Soutien des capacités nationales et de la prise de décision

Le comité de réflexion reconnaît qu'un système de mesure à l'échelle mondiale ne saura être efficace pour l'amélioration des résultats d'apprentissage que s'il existe un ferme engagement en vue d'améliorer l'évaluation nationale et dans les salles de classes. Pour faire le rapprochement entre la mesure de l'apprentissage et l'amélioration de la qualité de l'éducation et créer des opportunités d'innovation en évaluation de l'apprentissage, les pays doivent être soutenus afin d'obtenir les ressources financières, techniques et politiques nécessaires et de pouvoir employer les données pour améliorer les résultats de l'apprentissage.

De nombreux efforts sont en cours pour évaluer l'apprentissage au niveau national, régional et international ; plus de 150 pays mesurent actuellement les niveaux d'apprentissage grâce à des évaluations nationales et des examens ou en participant à des initiatives d'évaluation internationales, régionales

ou entre pays (UNESCO/UIS 2012). Certains pays pourront œuvrer vers l'amélioration de leurs pratiques nationales avant de participer à des évaluations internationales comparables.

Le groupe de travail des mesures et des méthodes a proposé la mise en place d'un mécanisme à l'échelle mondiale—comme un comité technique composé de multiples parties prenantes—pour réaliser cet objectif. Le groupe de travail a convenu d'explorer la faisabilité de ce mécanisme pour combler le manque de données globales relatives à l'apprentissage en suivant les progrès réalisés sur l'apprentissage dans les six domaines identifiés ci-dessus et en soutenant les efforts des pays en matière de renforcement de leurs capacités pour l'évaluation de l'apprentissage.

Communautés des pratiques au niveau des pays

Pour soutenir les réformes au niveau du pays, le groupe de travail des mesures et des méthodes a proposé la mise en place ou l'expansion de communautés de pratique (CoP), mécanisme pour mobiliser les parties prenantes afin d'améliorer les systèmes nationaux d'évaluation. Un CoP inclusif au niveau du pays comprend les fonctionnaires du ministère de l'éducation, les experts d'évaluation nationale, les groupes de la société civile, les organisations représentant les enseignants, les parents, les étudiants et d'autres parties prenantes clés. Son rôle serait d'analyser l'enseignement et l'apprentissage dans les sept domaines, de proposer des priorités nationales pour l'apprentissage, d'examiner l'efficacité des mesures actuelles et d'en recommander d'autres le cas échéant.

Le CoP, grâce au soutien des organisations régionales et d'un groupe conseil international formé de nombreuses parties prenantes, pourrait également être mobilisé pour améliorer les évaluations en classe, les examens nationaux et les études destinées aux évaluations de programmes particuliers qui ne sont pas forcément appliqués à un échantillon représentatif au niveau national. Dans certains pays, il existe déjà un groupe national proposé ou remplissant le rôle du CoP. Voir le rapport technique complet pour y trouver des exemples.

Soutien de la communauté internationale

Pour soutenir les CoP au niveau du pays et suivre les progrès à l'échelle internationale, le groupe de travail a proposé la création d'un comité technique formé de nombreuses parties prenantes, afin de relier les pays aux ressources et à l'assistance technique et d'indiquer les domaines à mesurer, ainsi que la façon de les mesurer et de mettre en place les évaluations. Ce groupe serait complémentaire et travaillera en étroite collaboration avec les agences qui travaillent actuellement sur les données de l'éducation mondiale (p. ex., UIS, GMR et GPE) en vue de l'amélioration des évaluations des étudiants (p. ex., PISA, PIRLS, TIMSS, PASEQ, SAQMEC, et LLECE). Ce groupe pourrait jouer le rôle de coordinateur d'organisations éducatives régionales (p.ex., the Arab League of Educational, Cultural, and Scientific Organization [ALECSO], l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique [ADEA], Organización de Estados Iberoamericanos [OEI], South Asian Association for Regional Cooperation [SAARC] et Southeast Asian Minister of Education Organization [SEAMEO]) et, dans la mesure où c'est approprié, fournir un lien à des ressources destinées à soutenir l'évaluation de l'apprentissage au niveau du pays. Le groupe de travail de mise en œuvre et le Comité de réflexion étudient la faisabilité de ce type de groupe et fera des recommandations à propos de la portée et des fonctions du groupe proposé.

L'emploi de données pour améliorer l'équité

Tous les enfants et les jeunes devraient bénéficier de l'égalité des chances pour apprendre les compétences et les connaissances requises afin de réussir à l'école et dans la vie, sans tenir compte des circonstances suivantes :

- le pays où ils sont nés ;
- la communauté où ils ont grandi ;
- leur sexe ;
- les revenus de leur famille ; et/ou
- leur état physique ou mental.

Le Comité de réflexion a convenu qu'en mettant l'accent sur l'apprentissage, on doit aussi se pencher sur l'équité, en accordant une attention particulière à l'inégalité grandissante entre les pays. Les rapports cumulatifs des résultats d'apprentissage au niveau du pays peuvent être utiles pour les comparaisons entre les pays, mais des renseignements plus nuancés sont nécessaires pour améliorer les résultats des enfants et des jeunes les plus marginalisés. Parce que l'éducation est une aspiration et un droit universels, les mesures de l'accès et de l'apprentissage à tous les niveaux (mondial, national et sous-national) devraient révéler les renseignements concernant les mesures cumulatives des conditions globales (p. ex., la scolarisation, les résultats), ainsi que les écarts entre les sous-populations d'étudiants.

La mesure et le suivi des progrès au fil du temps permettra une reconnaissance mondiale des pays qui ont réussi à améliorer les niveaux d'apprentissage et à réduire les écarts entre les sous-populations. Pour s'assurer que les interventions atteignent les enfants et les jeunes les plus marginalisés, les pays doivent aussi recueillir des données sur les dimensions socioéconomiques, comme : sexe ; âge; résidence (urbaine/rurale) ; niveau de revenu et situation socioéconomique ; pauvreté et extrême pauvreté ; langue maternelle ; ethnicité; régions à l'intérieur d'un pays ; citoyenneté ; handicaps ; et situations d'urgence ou de catastrophe (naturelle ou causée par l'homme). Chaque pays a la responsabilité d'identifier les dimensions qui sont particulièrement pertinentes dans leur propre contexte et de créer des mesures et des interventions qui tiennent compte de ces éléments variables.

Les métriques à l'extérieur de l'école

Malgré des progrès importants au cours des dernières décennies, l'accès universel à la scolarité primaire n'est pas encore une réalité. De nombreux membres du Comité de réflexion et du groupe de travail, ainsi que des participants à la consultation ont exprimé leur appui sans réserve à l'inclusion des enfants et des jeunes non scolarisés dans les recommandations du Comité pour la mesure de l'apprentissage.

Une grande proportion d'enfants et de jeunes non scolarisés vivent dans la pauvreté, au milieu des conflits et/ou de zones sinistrées ou d'autres régions difficiles à atteindre. Bien qu'ils ne soient pas formellement scolarisés, ces enfants font face à des défis quotidiens qui les forcent à employer des capacités de réflexion très poussées pour résoudre des problèmes, prendre des décisions cruciales, apprendre la persévérance et penser de façon créative - des compétences essentielles à leur survie. Dans de tels contextes, les enfants doivent également développer des compétences en leadership, un intérêt pour leur environnement et une prise de conscience des dangers qui les entourent et la connaissance de la culture et des coutumes locales. Les pays et régions auraient avantage à mesurer et à reconnaître les compétences considérables de ces enfants au sein des domaines de compétence sociales et émotionnelles, de l'apprentissage et de la cognition, de la science et de la technologie, de la culture et des arts. Étant donné que l'apprentissage a lieu à la fois dans un cadre scolaire formel et à l'extérieur de celui-ci, les évaluations faites à domicile dans le cadre de bonnes procédures de test et d'échantillonnage donneraient l'assurance que les niveaux d'apprentissage d'enfants non scolarisés seront pris en compte.

Envisager des méthodes multiples

Comme il a déjà été expliqué, il n'existe pas d'évaluation qui soit meilleure qu'une autre : une bonne évaluation est adaptée à l'objectif visé. Le Comité de réflexion a convenu que les évaluations rigoureuses de l'apprentissage peuvent prendre plusieurs formes, notamment celles qui sont effectuées

dans un ou plusieurs pays, les évaluations comparables à l'échelle internationale, les évaluations et examens nationaux et les enquêtes menées dans les ménages. On doit envisager des méthodes multiples en concevant des systèmes devant évaluer les opportunités et les résultats de l'apprentissage.

Indépendamment des méthodes utilisées, la mesure doit être effectuée en se servant d'une technique fiable et rigoureuse. L'absence de données fiables peut donner lieu à des erreurs et entraîner des divergences au niveau des politiques et des ressources. Cela ne veut pas dire que les efforts d'évaluation aux stades précoces (quand la validité et la fiabilité des allégations ne sont pas encore claires) doivent être abandonnés, mais il s'agit plutôt de renforcer les évaluations et d'employer les renseignements qu'elle génèrent avec précaution.

Il y a eu également un débat considérable parmi les membres du Comité de réflexion et du groupe de travail au sujet de la production, de la gestion et de l'utilisation des données. Bien que les systèmes de statistiques en matière d'éducation ainsi que les statistiques nationales et internationales soient des biens publics (c.-à-d. financés par les ressources publiques dans l'intérêt de tous), ce n'est pas toujours le cas des évaluations d'apprentissage. Le Comité de réflexion a décidé qu'il ne pourrait pas recommander un objectif mondial d'apprentissage obligeant les pays à participer à un type d'évaluation spécifique.

L'éducation et l'agenda pour le développement mondial

Les objectifs du LMTF sont notamment de garantir que l'apprentissage soit inclus dans le cadre du développement post 2015 et de proposer des indicateurs à utiliser

pour suivre les progrès vers les objectifs mondiaux devant être identifiés grâce au processus post 2015. Le rapport du groupe de personnalités de haut niveau du secrétaire général de l'ONU au sujet de l'agenda pour le développement post 2015 (SG HLPEP), publié en mai 2013, procure un cadre pour rassembler le développement humain et les efforts de développement durables de la communauté internationale. Ce rapport représente une étape du processus à long terme de création du prochain agenda pour le développement mondial post 2015. Il inclut notamment une orientation particulière sur l'éducation ainsi que les recommandations destinées à mesurer le progrès par le biais des mesures globales des résultats de l'accès et de l'apprentissage aux niveaux primaires et secondaires (SG HLPEP 2013).

Le Comité de réflexion continuera à œuvrer pour intégrer ses recommandations aux discussions après 2015, mais les membres ont également convenu que la communauté mondiale de l'éducation devra prendre les mesures nécessaires à l'amélioration des niveaux d'apprentissage pour tous les enfants et les jeunes du monde entier, notamment les actions nécessaires à combler le manque de données globales à travers les six domaines à évaluer qui sont recommandés par le Comité, et cela indépendamment de la façon dont l'éducation et l'apprentissage seront incorporés au prochain agendas objectifs pour le développement.

Conclusion et Prochaines étapes

La mesure des résultats de l'apprentissage est une étape cruciale pour s'assurer que chaque enfant, partout, puisse recevoir une éducation de bonne qualité et devenir un citoyen productif. Le secteur de l'éducation a réussi à scolariser des millions d'enfants et à sensibiliser l'opinion au fait que le terme éducation est synonyme d'apprentissage, pas seulement de scolarisation. Il y a toutefois encore beaucoup à faire pour que les parties prenantes du domaine de l'éducation mesurent et suivent les succès à l'échelle mondiale.

Ce rapport donne une vision globale de la façon de mesurer l'apprentissage dans le monde. L'éducation est la responsabilité de tous, pas seulement du gouvernement. Par conséquent, la mesure des résultats de l'apprentissage doit être menée et soutenue par tous ceux qui, à l'extérieur du gouvernement, tiennent à faire en sorte que tous les enfants apprennent, notamment les étudiants, les enseignants, les parents, la société civile, le secteur privé et bien d'autres acteurs. Dans certains cas, cela commence par une réorientation du dialogue national sur l'éducation, du simple accès à l'apprentissage à l'accès plus. Dans d'autres cas, là où les résultats de l'apprentissage sont déjà mesurés et discutés dans le forum public, le dialogue national peut mettre l'accent sur les résultats d'apprentissage qui sont pertinents pour une économie mondialisée. Indépendamment de la « culture de l'évaluation » dans un pays donné, il y a des étapes que les parties prenantes du domaine de l'éducation peuvent adopter pour améliorer la mesure des résultats d'abord, puis en définitive les niveaux d'apprentissage.

La phase finale du projet LMTF se penchera sur cette question cruciale : Comment la mesure de l'apprentissage peut-elle se traduire par des politiques et des pratiques qui entraîneront des améliorations de l'apprentissage ? Le groupe de travail sur la mise en œuvre va envisager des recommandations à date du Comité de réflexion dans les contextes des pays, puis celles dont la faisabilité du suivi de l'apprentissage dans les six domaines à l'échelle mondiale. Il déterminera aussi les ressources qui seraient nécessaires, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, afin de mettre en œuvre des systèmes fiables d'évaluation de l'apprentissage, à la fois bien informés sur le plan mondial et pertinents à l'échelle du pays.

Le Comité de réflexion s'est réuni en juillet 2013 au centre Rockefeller de Bellagio, Italie, pour considérer la proposition du groupe de travail sur la mise en œuvre, et le rapport final sera publié en novembre 2013 et donnera un aperçu de la voie à suivre pour les acteurs nationaux et internationaux.

Références

Commission européenne. 2006. *Classification of Learning Activities-Manual*. Luxembourg : Communautés européennes.

LMTF (comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage). 2013. *Vers l'apprentissage universel : Ce que chaque enfant devrait apprendre. Rapport n°1 du Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage*. Montréal et Washington : L'institut des statistiques de l'UNESCO et le Centre pour l'éducation universelle à la Brookings Institution. <http://www.brookings.edu/about/centers/universality-of-learning-education/learning-metrics-task-force/~media/56D69BF9960F4442864F28AE28983248.ashx>

SG HLPEP (Rapport du groupe de personnalités de haut niveau du secrétaire général de L'ONU). 2013. *A New Global Partnership: Eradicate Poverty and Transform Economies through Sustainable Development: The Report of the High-Level Panel of Eminent Persons on the Post-2015 Development Agenda*. New York : United Nations. <http://www.post2015hlp.org/wp-content/uploads/2013/05/UN-Report.pdf>.

UNESCO. 2012. *Éducation pour tous Rapport mondial de suivi—La jeunesse et les compétences, L'éducation au travail* Paris : UNESCO

C'est une publication commune de l'Institut de statistique de l'UNESCO et du Centre pour l'éducation universelle à la Brookings Institution. LMTF (comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage). 2013. *Vers l'apprentissage universel : Un cadre global pour la mesure de l'apprentissage. Rapport n° 2 du Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage.* Montréal et Washington : l'Institut des statistiques de l'UNESCO et Centre pour l'Éducation universelle de la Brookings Institution. Plus de plus amples renseignements à propos du Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage consultez www.brookings.edu/learningmetrics.



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

UNESCO
INSTITUTE
for
STATISTICS

P.O. Box 6128, Succursale Centre-Ville
Montréal, Québec H3C 3J7, Canada
+1 514 343 6880
www.uis.unesco.org

B | Center for
Universal Education
at BROOKINGS

1775 Massachusetts Avenue, NW
Washington, DC 20036
202-797-6000
www.brookings.edu/universal-education